

**DDT 52 – SERVICE ENVIRONNEMENT ET FORET
UT NORD**

Contribution portant sur l'examen d'une demande d'autorisation environnementale

En réponse à votre saisine en date du 11 octobre 2019, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les éléments de réponse de mon service :

Pétitionnaire	UNITECH SERVICES SAS	
Commune Adresse	Zone artisanale de la Joinchère 52300 SUZANNECOURT	
Intitulé du projet	Autorisation d'exploiter une blanchisserie industrielle	
Type de projet	Exploitation d'une blanchisserie industrielle destinée au secteur nucléaire	
Coordonnées du siège social	Parc Avenue ZA la Malvésine 13720 LA BOUILLADISSE	
N° et date de dépôt	Dossier unique n° AEU-52-2018-1 UNITECH SERVICES SAS – Blanchisserie industrielle déposé au guichet unique de la Préfecture de Haute-Marne	
Corpus réglementaire concerné par l'autorisation		AUTORISATION ICPE
Nom et coordonnées de la personne responsable du dossier	Nom : GRISOT Prénom : Jacques Téléphone : 09 65 01 22 47 Courrier électronique : jgrisot@unitecheu.com Adresse : Parc Avenue ZA La Malvésine	

1) Caractère suffisant du dossier :

○ Le dossier est jugé complet et régulier :

Je vous informe que le dossier est jugé complet et régulier par mes services pour les aspects relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000 et à la loi sur l'eau.

L'évaluation d'incidence Natura 2000 est conclusive pour les espèces et précise que la construction et l'exploitation de la blanchisserie industrielle nucléarisée à Suzannecourt et Thonnance les Joinville ne portera pas atteinte à l'état de conservation des habitats naturels et des espèces présents sur le site Natura 2000 ZSC FR2100247 « Pelouses et fruticées de la région de Joinville ».

L'incidence du projet sur ce site Natura 2000 est considérée comme non significative du fait de la distance séparant le projet de la zone Natura 2000.

Je recommande que les services et organismes suivants soient consultés pendant l'étape d'enquête publique:
[cocher et/ou compléter]

Service ou organisme à consulter		Service Départemental d'Incendie et de Secours de ...
		Police de l'eau
		Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) au titre de ...
		Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) au titre de ...
		Institut National de l'Origine et de la Qualité (INOQ)
		Établissement public chargé de la gestion du par naturel
		Établissement public chargé de la gestion du parc naturel régional
		Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA)
		Office National des Forêts (ONF)
		Chambre d'agriculture
		Gestionnaire de réseaux : RTE - ErDF / GRTGaz - GrDF / TRAPIL ...
		Gestionnaire d'infrastructures : Conseil Général, SANEF, Voies Navigables de France, SNCF...
		Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP)
		Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN)
		...

2) Rejet de la demande

Sans objet

3) Appréciation du projet

3-1 Contribution de l'unité territoriale nord de la DDT au titre de l'urbanisme

Présentation du projet

La future blanchisserie industrielle se localise sur le site de la zone d'activité de la Joinchère à Suzannecourt (52300), commune dotée d'une carte communale.

L'emprise correspond actuellement à une ancienne zone cultivée, qui a été aménagée en ZAC, avec des terrains parcellisés actuellement en friche partielle (partie non construite).

L'ensemble de l'emprise est bordée sur tous ses côtés par des voies d'accès goudronnées.

La société UNITECH prévoit la construction de trois bâtiments :

- un bâtiment laverie et bureaux
- un bâtiment technique
- un bâtiment location d'espaces de travail

Situation du projet

Situé sur la commune de Suzannecourt, le site occupe les parcelles cadastrées H-127 (58a 53 ca) et H-130 (1 ha 29 a 75 ca). La superficie totale est de 1 ha 87 a 75 ca. Il s'agit d'un foncier aménagé en zone artisanale dite « la Joinchère » par la Communauté de Communes du Bassin de Joinville en Champagne.

L'emprise au sol représente 18 775 m² constructibles. Les accès routiers permettent d'accéder à la zone d'activité (RN67) et un giratoire a été aménagé pour connecter la RD60 à la zone d'activité en question au niveau de la RD 427.

Suite à l'acquisition par le groupe UNITECH de l'intégralité de l'îlot « E » d'une contenance de 18 775 m², une demande de permis d'aménager modificatif a permis d'apporter la modification de certains articles du règlement à savoir :

- la hauteur des constructions
- les dispositions applicables aux toitures et aux clôtures

Le règlement de la zone d'activité de la Joinchère a été modifié le 1^{er} août 2017 et le permis d'aménager modificatif a été signé le 22 novembre 2017 par la commune de Suzannecourt.

Le projet se situe en zone « Cy » de la carte communale, zone constructible à vocation économique. Pour mémoire, une carte communale ne dispose pas de règlement spécifique.

Les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la commune de Suzannecourt sont instruites par la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise.

Autorisation environnementale :

L'avis de la MRAE précise les points suivants :

Page 10 : « 2.1. Articulation avec les documents de planification
L'étude d'impact conclut à la compatibilité et à la cohérence du projet avec :
Les documents d'urbanisme opposables sur le territoire de la commune de Suzannecourt.
Un permis de construire a d'ores et déjà été délivré en date du 16 avril 2018 ; »

Au regard du permis de construire délivré par la Communauté d'agglomération de Saint-Dizier, (sous réserve de la complétude demandée au porteur de projet, sous réserve du dépôt d'un permis de construire modificatif et au regard de la présentation générale transmise par la société UNITECH) :

- Article 9 du règlement de la ZA : implantation par rapport aux voies et emprises publiques

« L'îlot « E » quant à lui pourra garder les deux sens d'orientation, s'il est vendu dans son intégration. [...] Les implantations devront respecter les contraintes du plan de composition (PA4) [...] »

L'ensemble des trois bâtiments forme un « L » et ne pose de difficulté au regard de son implantation. Néanmoins, deux installations techniques annexes se trouvent en dehors du polygone de l'implantation :

- le poste de livraison électrique situé en limite de propriété,
- l'abri conteneur ouvert composé d'une toiture sur quatre poteaux.

- Article 13 du règlement de la ZA : hauteur des constructions

« La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau moyen du sol naturel existant jusqu'au point le plus élevé du bâtiment, les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus. Le long de la voie située au sud de l'îlot « E », seul un bâtiment (1200 m²) sera limité en hauteur à 14,50m au lieu de 12m. Dans le reste de l'îlot « E », la hauteur des constructions reste limitée à 12m. Également, toute cheminée prévue au PC devra impérativement ne pas excéder la hauteur maximum de 14,50m. »

La hauteur du bâtiment laverie et bureaux(1) s'élève à 9,85m.

La hauteur du bâtiment technique et le bâtiment location d'espaces de travail (2) s'élève à 11,40m (16,40m avec la cheminée).

La hauteur du bâtiment d'entreposage (prolongation du bâtiment maintenance vers l'ouest) (3) s'élève à 15,40m (hauteur du bâtiment non compatible avec le règlement actuel du lotissement).

Page 17 : « Selon la carte des risques de remontée de nappe, le site est en zone d'aléa fort. Une étude de remontée de nappe d'eau souterraine a été réalisée dans le cadre de ce projet. Ce risque a été pris en compte dans la conception des ouvrages. Les bâtiments ont été remontés d'environ 1 m par rapport au terrain naturel. »

Ces modifications de hauteur devront faire l'objet d'un permis modificatif ainsi que d'une modification du règlement du lotissement afin de prendre en compte la nouvelle hauteur du bâtiment concerné (bâtiment d'entreposage).

Page 23 : « Au regard des risques que présente son site, l'exploitant mettra en œuvre les mesures suivantes, en grande partie réglementaire :

- une clôture de 2 m de hauteur sur toute la périphérie du site ; »

- Article 14.3 du règlement de la ZA: Dispositions applicables aux clôtures

Le règlement modificatif du règlement du lotissement, en date du 29 septembre 2017 modifie la hauteur des clôtures et des haies en les limitant en 2 mètres.

La recommandation de la MRAE est donc conforme au règlement du lotissement.

Remarques au regard du permis de construire

- Article 14 du règlement de la ZA: aspect extérieur / article 14.2 : Dispositions applicables aux façades :

« Les couleurs des façades seront choisies dans la gamme de couleur gris foncé ou marron foncé au lieu des couleurs claires. »

Les bâtiments prévoient des couleurs en alternance de brun foncé, gris clair et bleu clair (jeu de composition irrégulière de bandes colorées de largeur différente) et ne sont pas en adéquation avec l'article 14.2, tout comme les bardages des auvents de la laverie et de la toiture de l'abri qui prévoient d'être traités de couleur bleu clair.

Les accès d'entrée et de sortie aux parcelles ne respectent pas le plan de composition (PA4).

3-2 Contribution du service environnement et forêt de la DDT au titre de natura 2000 et de la loi sur l'eau :

Les nouveaux éléments apportés par le porteur de projet dans sa réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale rendu le 18 avril 2019 ne portent pas sur la prise en compte des incidences notables du projet sur la biodiversité et de ses impacts sur l'état de conservation des sites Natura 2000. Aussi, les différents éléments contenus dans la contribution faite en réponse à la consultation des services sur la demande d'autorisation environnementale déposée le 18 janvier 2018 restent inchangés.

La zone sur laquelle sera réalisée le projet, anthropisée et artificialisée, est considérée globalement comme peu riche pour la flore et la faune, toutefois, ce terrain a été colonisé par certaines espèces pionnières, notamment des insectes, dont un orthoptère (tétrix calcicole) inscrit sur la liste rouge en Champagne Ardenne.

Pour les autres espèces, tout particulièrement les oiseaux et certains mammifères, comme les chiroptères, ce secteur est principalement considéré comme un lieu d'alimentation, d'où sont exclus la nidification et la reproduction.

Il est conclu par l'étude d'impact et d'incidences que l'amplitude des impacts et incidences varie de négligeable à moyen.

Toutefois, dès lors qu'un secteur est artificialisé, que des travaux sont entrepris et qu'une activité humaine s'y développe, l'impact sur la biodiversité présente ne peut être considéré comme nul.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures de réduction :

- d'une part, durant la période de travaux, en définissant une période annuelle plus propice avec une sensibilité faible sur les espèces et un certain nombre de mesures pour limiter le développement d'espèces exotiques envahissantes ;
- D'autre part, en mettant en place des mesures de végétalisation du site avec des espèces arbustives autochtones et sur l'adaptation de l'éclairage pour en réduire l'impact.

Concernant le tetrix calcicole, des mesures compensatoires sont prévues pour restaurer son habitat dans une zone située à proximité après travaux. Un suivi de l'espèce sera conduit et un entretien régulier mené pour éviter le développement de la végétation.

Aucune zone humide n'a été identifiée sur ce secteur. Le projet est situé hors des zones inondables identifiées.

Les niveaux de rejet respectent les critères environnementaux. Les normes de référence retenues sont celles applicables à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Un suivi de la qualité physico-chimique des eaux de la Marne à 300 m du point de rejet à une fréquence d'un prélèvement par semaine en période d'étiage et d'un prélèvement par mois le reste de l'année est prévu. Par ailleurs, il est proposé de réaliser un suivi de la qualité biologique de la Marne en aval du point de rejet par la réalisation d'un IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) par an, afin de suivre l'évolution du milieu.

La surveillance radiologique et chimique des eaux de la Marne intégrera la surveillance du champ captant de Vecqueville avec une fréquence trimestrielle.

La modélisation de la sédimentation d'effluent dans la Marne montre que cette dernière se fait bien avant son entrée dans le lac du Der. A titre préventif des prélèvements de sédiments seront soumis à analyse chaque semestre.

L'ensemble de ce suivi est jugé suffisant pour suivre la qualité des rejets de la blanchisserie.

L'ensemble des objectifs et prescriptions du SDAGE du bassin Seine-Normandie ont été pris en compte dans le projet.

4) Prescriptions à inscrire dans l'arrêté d'autorisation en cas de décision favorable

Au vu des éléments présentés dans le dossier, sous réserve que les mesures de réductions, de compensations, d'accompagnement et de suivis proposés, soient reprises dans l'arrêté d'autorisation, mes services émettent un avis favorable à l'implantation de cette blanchisserie sur le site proposé.

Je reste à votre disposition pour toute demande complémentaire.

le Directeur départemental des territoires



Jean-Pierre GRAULE

